



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

19-03-2015

Les retraités donnent de la voix

Les retraités ont battu le pavé mardi. Ils ont manifesté dans toute la France. Une fois de plus la CFDT a refusé l'action commune, elle est déjà prête à signer un accord.

Le MEDEF vient de présenter ses propositions lors des nouvelles négociations sur le financement des complémentaires. Le patronat veut frapper fort, il propose de réaliser 7,1 milliards d'«économies» à la fin de la décennie avec l'objectif de diminuer encore plus les pensions.

Gel et baisse des pensions complémentaires

Au gel des retraites pour 2016, 2017 et 2018, s'ajoute le gel des pensions complémentaires pour les trois prochaines années qui pourrait induire 4 milliards d'«économies» en 2020 ... Déjà, l'accord conclu par le patronat, la CFDT, FO et la CFTC le 13 mars 2013, prévoyait de minorer d'un point par rapport à l'inflation l'évolution des pensions, ainsi le 1^{er} avril les retraites complémentaires n'augmenteront pas. Inacceptable.

Repousser l'âge de départ à la retraite et son taux.

Le patronat entend retarder au maximum les départs à la retraite. Pour cela, il veut décourager les salariés et les cadres à partir dès 62 ans, via un système de «minoration temporaire et dégressive». **En clair, un cotisant qui partirait à la retraite dès 62 ans pourrait voir sa pension complémentaire sabrée de 20 %, 30 % ou 40 % la première année. Plus l'assuré partirait tard, moins cette décote serait élevée, jusqu'à disparaître à 67 ans, l'âge de départ à taux plein. Cette mesure «rapporterait» entre 2,1 et 4,3 milliards à horizon 2020.**

Autre scénario : Un recul des bornes d'âge d'ouverture des droits à la retraite de 62 à 64 ans et de l'âge légal de départ de 67 à 69 ans pour la génération née en 1959.

Abaissier les pensions de réversions

Le patronat envisage aussi de revoir les règles de la reversion. Jusqu'à présent, une veuve (ou un veuf) touche 60 % de la pension

complémentaire du défunt. À partir du 1er janvier 2016, les cotisants devraient faire un choix au moment de prendre leur retraite. **Soit ils assurent à leur conjoint en cas de décès une réversion identique à celle d'aujourd'hui, mais avec une baisse de pension de 2 %, 4 % ou 5,5 %, soit ils conservent une pension pleine et entière et acceptent que le conjoint ne touche qu'une réversion comprise entre un tiers et la moitié de la pension du défunt.** Le Medef a calculé qu'abaisser les pensions de réversion à 50 % dès 2015 rapporterait 334 millions par an à horizon 2017.

Autres options :

- * la hausse du prix d'achat des points de retraite par les cotisants (qui rapporteraient dans vingt-cinq ans 4,6 milliards, lorsque les actifs d'aujourd'hui feront valoir leurs droits amoindris à la retraite).

- *Attribuer uniquement le nombre de points correspondant aux cotisations versées par l'UNEDIC. Deux fois sanctionnés, les salariés en plus d'être licenciés n'auraient plus de point quand ils sont au chômage.

Pas d'argent dans les caisses ?

Ce sont les licenciements et l'explosion du chômage qui ont fait baisser les volumes de cotisations. Crise ou pas les profits des entreprises ont continué de grimper mais personne n'envisage de prendre sur les actionnaires des sociétés du CAC 40 qui se sont partagé 56 milliards en 2014!

Le gouvernement PS a offert cette année **275 milliards** d'euros de cadeaux aux grands groupes capitalistes (exonérations de cotisation sociales, cadeaux fiscaux, pacte de responsabilité, crédit d'impôt, etc.).

Ajoutons que si les rémunérations des femmes étaient aussi élevées que celles des hommes à l'horizon 2024, cette simple mesure permettrait de redresser les finances des régimes et d'augmenter les recettes de cotisations sociales.

UMP, PS sont totalement au service des grands groupes capitalistes qui dictent leurs exigences. Le FN est pour la suppression de l'âge limite de départ en retraite et pour le développement des retraites par capitalisation.

Le 22 mars agissons, pour exiger une politique au service des retraités, pour en finir avec ceux qui s'accaparent les richesses produites par les travailleurs. **Votons pour Communistes.**